



## Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, dans la gestion de la crise sanitaire et des services, dans le respect du cap financier, il est proposé pour l'exercice 2021 la mise en place au sein des services de la Métropole de la prime d'intéressement à la performance collective.

### **I- Bénéficiaires**

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

### **II - Montant**

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

### **III- Conditions de versement**

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ou de la Ville de Montpellier d'au moins trois mois pendant la période de référence, soit les six derniers mois de l'année 2021, est requise.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- de congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- de congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- de congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- de congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- de formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

### **IV- Objectifs pris en compte**

Chacun des services de la collectivité a le double objectif de participer à la continuité de service dans le cadre de la crise sanitaire et du respect du cap financier.

Des objectifs complémentaires peuvent être définis par service selon des orientations précisées en comité technique.

### **V- Versement de la prime**

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de

référence. Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 23 septembre 2021.

Le montant total de cette prime est estimé à 700 000 € en année pleine.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Métropole selon les modalités définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-170724-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.